

Le C.N.R., les « deux drapeaux », les « quatre sorties » et la révolution socialiste

Entretien d'*Initiative communiste* avec Georges Gastaud, secrétaire national du PRCF

IC : le PRCF se réfère souvent au Conseil national de la Résistance (CNR). N'est-ce pas un peu passéiste ?

G.G. : C'est au contraire une idée d'avant-garde. En ce 70^{ème} anniversaire du CNR, toutes les forces politiques se réfèrent, souvent avec beaucoup d'hypocrisie, aux *Jours heureux* (titre du programme du CNR daté de mars 44), le texte le plus fédérateur qu'ait produit notre histoire nationale. Le film *Les Jours heureux* de Gilles Perret met en évidence l'apport des communistes à la résistance armée et à la construction de ce programme à travers l'intervention de notre camarade Léon Landini, et la problématique politique du PRCF apparaît clairement dans le film à travers la percutante intervention de Marcelle Pranchère : notre camarade corrézienne montre que **le programme du CNR est antinomique de la construction européenne** et ce disant, elle met en difficultés feu Stéphane Hessel – dont nous respectons la mémoire, mais là n'est pas la question – grand défenseur de la « construction européenne », qui peine à répondre aux objections de notre amie.

En Angleterre, le cinéaste progressiste Ken Loach vient d'ailleurs de sortir un film intitulé *L'Esprit de 45*. Hormis quelques dogmatiques incurables, tout le monde voit ou commence à voir combien les paroles cyniques de Denis Kessler^[1], ex- militant mao de son état et éminence grise du MEDEF, décrivent avec exactitude l'actuel « cœur de cible » du grand capital « français » : ce personnage déclarait sans vergogne dans l'édito de *Challenges* que le but de Sarkozy (mais Hollande n'a pas changé fondamentalement de stratégie !) est de « *démanteler le programme du CNR* », ce « *compromis entre gaullistes et communistes* » réalisé en 1944. À cette époque, le PCF, reconnu par tous comme le « parti des Fusillés », était le parti le plus influent, la CGT se réunifiait sur des bases de classe et patriotiques, et, dicit Kessler, « *l'Armée rouge était à 300 km des frontières* ». C'est bien les acquis de 45-47, à l'époque où Thorez, Croizat, Tillon, Billoux, Marcel Paul, H. Wallon, etc. étaient au gouvernement, qu'ont été mis en place le code du travail, la Sécu, les retraites par répartition, les conventions collectives, les nationalisations industrielles, les statuts, j'en passe et des meilleures.

A l'époque le PCF unissait le drapeau rouge frappé des « outils » au drapeau tricolore ; il unissait dialectiquement le combat pour l'indépendance nationale, l'engagement à éradiquer le fascisme, la défense du camp socialiste et la lutte contre les monopoles capitalistes « français ». Aboutissement logique du travail politique de Thorez-Duclos-Frachon pour unifier la résistance armée dans le *Front national pour l'indépendance de la France*, le programme du CNR, à l'élaboration duquel Pierre Villon et Duclos contribuèrent décisivement, prévoyait de **mettre le monde du travail au centre de la vie politique et de rendre à la nation les moyens de production monopolisés par les féodalités financières** : excusez du peu ! Il est curieux dans ces conditions que certains maximalistes du verbe, qui hésitent aujourd'hui à parler de nationalisation et qui ont mis des années à dénoncer l'euro, fassent la fine bouche sur le contenu plutôt radical des *Jours heureux* !

Bref, il faudrait être du dernier aveuglement pour ne pas prendre appui dans nos

luttés sur cette mine d'or idéologique que constitue le programme du CNR et pour ne pas voir que, **dans ses orientations cardinales, ce texte reste porteur d'un grand potentiel de rassemblement autour de la classe ouvrière et des vrais communistes** : pourvu naturellement que l'on impulse démocratiquement dans tout le pays un travail politique de masse sur l'actualisation de ce programme, que l'on associe les principes du CNR (indépendance nationale, paix, antifascisme-antiracisme, ré-industrialisation, nationalisation des monopoles, planification, progrès social...) aux luttes actuelles et que l'on articule ce travail d'élaboration populaire à notre objectif final : **le socialisme pour la France.**

IC : *mais le compromis du CNR n'a-t-il pas été un acte de collaboration de classes, comme le disent les groupes gauchistes et assimilés ?*

G.G. : il y avait en gros deux voies possibles en 1945 pour le PCF issu de la Résistance. Soit transformer la lutte patriotique armée en insurrection prolétarienne contre la bourgeoisie, soit trouver le meilleur compromis possible dans les conditions du rapport des forces international et national de l'après-guerre. La première voie a alors été jugée aventuriste : le PCF eût réconcilié contre lui toute la grande bourgeoisie (les pétainistes de toujours et les gaullistes de circonstance), l'appareil d'Etat et surtout, l'armée anglo-américaine qui eût pris prétexte du danger d'insurrection rouge pour imposer à la France le projet que les communistes et les gaullistes firent échouer de conserve en écartant le général Giraud (la roue de secours de Vichy qui était aussi l'homme de Washington) : ce projet néocolonial conçu à Washington était celui de l' « AMGOT », à savoir la mise en tutelle étatsunienne directe de la France, traitée en pays vaincu. **Le CNR a constitué le compromis le plus positif possible dans les conditions d'alors**, n'en déplaise aux trotskistes, plus enclins à promettre la révolution permanente qu'à mener la lutte patriotique armée contre Hitler.

En fait il ne faut pas confondre la « collaboration des classes », qui consiste à éluder le combat de classe et à accompagner « socialement » les vœux du patronat, avec les compromis réalisés à l'issue d'un combat « à la vie à la mort » sur la base d'un rapport des forces national mesuré avec réalisme. Dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine fustigeait déjà le gauchisme qui confond compromis justifiés et compromissions : « *toute l'histoire du bolchevisme, écrit le dirigeant bolchevik, avant et après la révolution d'Octobre, abonde en exemples de louvoiment, d'ententes et de compromis avec les autres partis, sans en excepter les partis bourgeois* ». Du reste, qui peut croire qu'en 45, la grande bourgeoisie était demandeuse de nationalisations, de Sécu, de cotisations patronales décuplées pour secourir la maladie, l'enfance et la vieillesse, etc. ? Tout cela lui a été dûment IMPOSE par la force des FTP et des FTP-MOI en France, et à l'étranger par l'apport central de l'URSS à la victoire. Alors, **cessons de mégoter sur l'œuvre gigantesque des ministres communistes de 45** : si on la compare à l' « œuvrette » dérisoire des ministres eurocommunistes de 81/84 et de 95/2002, à celle des Buffet et autres Gayssot, qui cautionnèrent la cascade de privatisations décidées par Jospin, on a aussitôt l'impression de comparer des géants à des nains !

Cela ne signifie pas que la direction du PCF n'ait pas eu alors de très lourdes contradictions à gérer dans l'urgence, notamment sur le plan des luttes anticoloniales (voir, dès le 8 mai 45, les massacres de Sétif et de Madagascar). Une époque historique s'achevait alors, celle de la lutte mondiale pour écraser le fascisme et pour construire au niveau mondial ce que j'appellerais volontiers en termes gramsciens « le *bloc historique de Stalingrad* ». Une autre époque se dessinait dans la douleur, au centre de laquelle figurait

centralement le mouvement pour l'émancipation des peuples colonisés. Le PCF de 1945 s'est trouvé à la charnière des deux époques et il est absurde, en oubliant les conditions extraordinairement mouvantes d'alors, de lui donner des leçons rétrospectives du haut de nos impuissances actuelles. Cela ne signifie pas que la direction Thorez-Duclos-Frachon du PCF n'ait fait aucune erreur, c'est une autre question. Mais l'essentiel n'est pas là : ***l'œuvre des ministres communistes de 45/47 est objectivement, avec la Révolution française et la Commune, l'un des « pics » de l'histoire progressiste de la France***, un pic qu'il faut au minimum être capable de regagner pour aller plus loin, jusqu'à notre objectif socialiste : ***qui peut le plus peut le moins***, et notre aspiration permanente à la révolution socialiste n'aura aucune crédibilité si nous ne sommes même pas capables de remonter la pente des reculs accumulés par notre camp depuis que le glissement du PCF « mutant » vers l'« euro-communisme » et l'anti-léninisme ont fait de notre peuple la proie désorientée de la contre-révolution mondiale, des contre-réformes euro-libérales et du démontage général de notre pays.

I.C. – Faut-il pour autant « refaire le CNR » ?

G.G. : Sans préjudice du nom que portera à l'avenir ce large Front Antifasciste, Populaire et Patriotique (FRAPP), **un nouveau CNR est indispensable à notre pays**. « CNR », d'abord, parce qu'il faut fédérer notre pays sur l'objectif d'une reconquête offensive de sa souveraineté face à l'UE (ne séparons pas la souveraineté nationale de la souveraineté populaire), à l'OTAN et à l'« Union transatlantique » soutenue par leurs collabos « français » du grand patronat et du « Parti Maastrichtien Unique ». « Nouveau » CNR, parce qu'il faut bien entendu intégrer à ce programme de lutte et de transformation sociale **des dimensions que le compromis de 45 n'avait pu centralement intégrer** : l'égalité homme-femme, la défense de l'environnement contre le tout-profit, la nécessité de nouveaux traités internationaux progressistes du type de l'ALBA latino-américain, la rupture avec l'UE et surtout, nous y reviendrons, la visée de la révolution socialiste qu'il s'agit de rapprocher et non d'ajourner. Au cœur de cette nouvelle alliance : la réconciliation de la *Marseillaise* et de l'*Internationale*, du drapeau rouge et de l'étendard de Valmy, éventuellement frappé du bonnet phrygien (lequel signifie l'affranchissement des esclaves : sa symbolique parcourt toute l'histoire de France, de la révolution communale avortée d'Etienne Marcel aux « Bonnets rouges » de la Bretagne insurgée contre Louis XIV).

IC : *Quelle est en effet la différence entre le CNR de l'héroïque Jean Moulin et le « nouveau CNR » que préconisent le PRCF et d'autres forces progressistes ?*

G.G. : En 1945, la grande bourgeoisie avait encore deux fers au feu : d'un côté Pétain et la dissolution-démantèlement de la France dans l'Europe allemande, de l'autre côté De Gaulle, qui prenait appui sur l'alliance anglo-saxonne mais jouait habilement sur l'URSS (comme Staline jouait symétriquement sur l'homme du 18 juin pour équilibrer l'impérialisme anglo-saxon) pour remettre la France dans le camp des vainqueurs. Bref, une grande politique impérialiste et bourgeoise à dimension nationale était encore pensable à l'époque. Souvenons-nous que dans la période 58-69, alors que le PCF était le fer de lance de l'opposition au régime gaulliste, son bureau politique avait salué les « aspects positifs » de la diplomatie gaulliste : expulsion des troupes américaines stationnées en France, voyage de De Gaulle à Moscou en 66 (« *les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération* »), reconnaissance de la Chine populaire, discours de Phnom Penh critiquant l'engagement US au Vietnam, soutien au « Québec libre », confrontation avec

Israël lors de la guerre des Six jours (affaire des « frégates de Cherbourg »), politique de la « chaise vide » à Bruxelles, etc. Si une partie significative de la *grande* bourgeoisie pouvait alors miser sur le gaullisme, donc sur l'indépendance relative par rapport aux USA (sans bien entendu, sortir du « camp occidental » et antisoviétique), c'est qu'alors les monopoles français étaient loin d'avoir achevé leur processus de concentration capitaliste.

Sous l'égide des Pompidou, A. Chandon, etc., ce processus s'est parachevé dans les années De Gaulle/Pompidou avec la mise en place de mastodontes capitalistes « nationaux » comme *Péchiney-Ugine-Kühlmann, Paribas, Rhône-Poulenc*, etc. Mais dès la fin des années 60, les figures de la haute bourgeoisie veulent « recentrer » la France. Pompidou et surtout Giscard, les hommes-liges de la haute banque et de l'atlantisme, vont – qui le nie désormais ? – fomenter la défaite de De Gaulle au référendum de 69. Ensuite, le cap sera mis sur le retour dans le giron américain (et cet atlantisme échevelé devient carrément impudique avec Sarko et Fabius), sur le fédéralisme européen, etc. Pourquoi ?

Le MEDEF l'avoue crûment dans son manifeste *Besoin d'aire* (déc. 2011), que tout marxiste devrait avoir lu : **la chasse au profit maximal, les concentrations monopolistes ne se font plus désormais à l'échelle hexagonale mais à l'échelle continentale et « transatlantique »**. Oui, le patronat « français » a « *besoin d'aire* » – en allemand on eût dit : de *Lebensraum*, d'espace vital. C'est pourquoi le MEDEF exige la « *reconfiguration des territoires* » (= les métropoles et les euro-régions transfrontalières), les « *Etats-Unis d'Europe : notre nouvelle patrie* », « *une langue pour l'Europe* » (basculement de la France au tout-anglais), les « *transferts de souveraineté* » et dernièrement, la « *suppression des communes et des départements* » (Gattaz). Dans le collimateur patronal, l'arasement de toutes les conquêtes populaires arrachées au capital dans le cadre national depuis au moins 1789 : statuts, conventions collectives, droit du travail, République une, laïque et indivisible, SMIG, services publics d'Etat, entreprises nationalisées, Sécu, etc. Bref, **le grand patronat « français » du CAC-40**, qui ne s'exprime plus guère qu'en anglais (directive du baron Seillière en 2003), qui multiplie les appels communs à sauver l'euro avec les gros industriels allemands, **veut mettre un point final à l'histoire de France** ; il est inimaginable que, pratiquement seul de tous les groupes se réclamant du marxisme (mais c'est de moins en moins le cas, et nous nous en réjouissons), le PRCF ait dû et doive encore batailler pour faire entendre ce simple fait : **la stratégie de notre ennemi principal, notre oligarchie capitaliste, en cela plus traîtresse encore à la nation que ne le furent jadis l'Evêque Cauchon[2], A. Thiers[3], ou Ph. Pétain[4], passe par le démontage intégral de la nation française et ce projet est déjà très gravement avancé**. On comprend combien le philosophe G. Politzer, ce patriote français et communiste d'origine hongroise, avait bien raison de s'écrier naguère, peu de temps avant d'être fusillé par les nazis : « **la nation, c'est le peuple !** ». **Quel service les gauchistes et assimilés ne rendent-ils pas aujourd'hui comme hier au grand capital quand ils opposent aujourd'hui ces deux notions !**

La conclusion politique est simple : puisque la grande bourgeoisie démolit son pays pour mondialiser ses profits, **c'est à la classe ouvrière de France, immigrés inclus, de diriger la lutte pour l'indépendance nationale**, de l'associer étroitement au combat de classe, non seulement pour restaurer les acquis sociaux, mais pour affronter le capital, l'isoler au moyen d'une **large alliance antimonopoliste des travailleurs et des couches moyennes** ; non seulement le patriotisme de classe des vrais communistes ne signifie aucun ralliement à l'impérialisme français (le PRCF a dénoncé toutes les guerres de l'Etat bourgeois français sans exception), mais il commande au contraire une opposition plus frontale que jamais à cet impérialisme destructeur. S'il est vrai que l'impérialisme français actuel ne se contente pas d'agresser d'autres pays (Syrie, Libye, Mali...), s'il est vrai qu'en outre il détruit NOTRE pays (Franceurope, Françamérique, Françallemagne...) dans le but d'écraser sa

classe ouvrière[5] et de mondialiser ses profits, alors ***l'anti-impérialisme et le patriotisme tendent à fusionner comme jamais auparavant.***

IC : *mais n'y a-t-il pas néanmoins une partie de la bourgeoisie qui se regroupe autour de l'alternative « bleue marine » ?*

G.G. : naturellement, **le fascisme** – préparé par la fascisation rampante des esprits et des institutions qu'incarnent ensemble ou alternativement Sarkozy ou Valls – **devient une option crédible pour le capitalisme en crise et pour l'UE** (de plus en plus haïe par les peuples). Observons toutefois que le Front « national » n'est pas seulement xénophobe, **il est irresponsable pour la gauche populaire de ne pas lui contester le caractère authentiquement patriotique du parti d'extrême droite !** La dynastie Le Pen feint d'être contre l'Europe, mais le FN a voté l'Acte unique européen en 86 (= la base de tous les traités supranationaux ultérieurs) et il demande la « sortie concertée de l'euro ». Autrement dit, **M. Le Pen sollicite le feu vert de Berlin pour sortir la France de cette zone crypto-protectionniste du dollar et du mark qu'est en réalité la zone euro.** Rappelons en outre qu'interrogée récemment par M. Calvi, Marine Le Pen a répondu clairement à la question de Calvi :

« ... *en cas de référendum est-ce que vous voteriez pour quitter l'Europe?* – Réponse de MLP : « *Non, Non, moi je vous dis il y a énormément de points qui doivent être négociés.* »

Nous communistes sommes au contraire pour la sortie unilatérale de la France de l'UE ; en effet, ce n'est pas si nous sortons de l'UE que nous ne nous « en sortons » pas, c'est si nous n'en sortons pas que nous, le peuple de France, nous « y resterons » ! En outre, cette rupture de portée révolutionnaire mettrait aussitôt fin à l'UE et soulèverait un élan internationaliste de luttes populaires sur tout le continent.

Constatons aussi que **le FN divise profondément notre peuple** en opposant les nationaux aux immigrés (à l'inverse, le PCF clandestin des années 39-45 avait à la fois créé le *Front national pour l'indépendance française* et les FTP-MOI, qui furent, selon Charles Tillon, le « fer de lance de la Résistance armée française »). J'ajoute que le FN voit avec indifférence le tout-anglais marginaliser la langue nationale sur notre sol [6]. Dans ces conditions, il est suicidaire pour les progressistes d'abandonner le drapeau, l'hymne national, le produire en France (et non pas « *produire français* », formulation qui peut être récupérée au profit des campagnes xénophobes), aux pires ennemis de la France : les fascistes. Car si l'extrême droite accédait à l'Élysée, l'honneur de notre pays – qui fut un des rares à refuser le fascisme en 36 – serait irréversiblement sali, la lutte pour l'indépendance nationale deviendrait plus difficile, les habitants des quartiers populaires s'affronteraient sur des bases communautaires pendant que les vrais ennemis de la nation, les hommes du grand capital, auraient les mains libres pour vendre la nation à la découpe. Le sarko-lepénisme, c'est en réalité, le coup de grâce porté à la France des Lumières, et c'est, dès aujourd'hui, la seconde mâchoire de l'étau réactionnaire que resserrent sur notre peuple, et tout particulièrement sur le monde ouvrier – d'une part le « Parti Maastrichtien Unique » composé du PS et de l'UMP, d'autre part **l'UM'Pen** que construisent pas à pas les Fillon, Coppé, et autre « rassemblement bleue marine ». **Il est urgent de briser cette tenaille mortelle.**

Le mouvement progressiste est perdu si, comme cela s'est tristement passé le 1^{er} mai 2012 entre les deux tours de la présidentielle, on voit défiler, d'un côté les usurpateurs du drapeau tricolore maudissant le drapeau rouge (meeting de Sarko à l'Etoile), et de l'autre côté certains pseudo-défenseurs du drapeau rouge, hostile à l'indépendance nationale et

totallement indifférents à l'extinction programmée de la France. Porter les deux drapeaux, chacun dans sa spécificité, contre la flamme néofasciste de l'extrême droite et contre le drapeau clérical de l'UE, c'est notre unique chance de planter à temps deux hampes d'acier indestructibles dans la gueule grande ouverte du crocodile bleu-marial/bleu marine qui veut broyer la France en l'obligeant à « choisir » entre l'euro-dissolution et la mort déshonorante du sarko-lepénisme ! **Aux communistes de se porter à l'avant-garde de cette nouvelle résistance, leur intervention sera déterminante dans cette affaire.** Et ne comptons pas sur ce faire sur l'état-major « boboisé » du PCF, qui n'a plus en bouche que le mensonge de « l'euro au service des peuples » ! **Ce combat patriotique et internationaliste pour sortir la France de l'UE « par la porte à gauche », il revient aux communistes « d'en bas »** fidèles à l'héritage d'Ambroise Croizat et de Missak Manouchian, mais à tous les progressistes fidèles à l'exemple de Jean Moulin, de raviver ce combat à temps sous le drapeau doublement fédérateur et radical d'un nouveau CNR et d'une rupture progressiste avec l'Europe atlantique ![\[7\]](#).

IC – Certains « marxistes-léninistes » de posture accusent le PRCF de réformisme et d'« étapisme » en prétendant que le Pôle substituerait l'« étape démocratique du CNR » à la révolution socialiste. Qu'en est-il ?

G.G. – C'est de mauvaise foi car nous nous sommes expliqués moult fois sur cette question, y compris récemment à la fête de l'Huma. A notre époque plus que jamais, **l'issue progressiste au capitalisme actuel** – un capitalisme que nous caractérisons comme réactionnaire sur toute la ligne, voire comme « exterministe »[\[8\]](#) – **ne peut être que la révolution socialiste**, dans la visée clairement posée du communisme, au sens très exigeant que Marx donne à ce mot. En effet l'oligarchie capitaliste mène l'humanité à la déchéance et à la mort ; car à l'époque des armes atomiques, du chômage frappant des dizaines de millions d'individus, du réchauffement climatique et de la famine chronique pour 1 milliard et demi d'humains, **la propriété privée des grands moyens d'échange et de production est devenue un luxe suicidaire pour toute l'humanité.** Place partout, et le plus vite possible, au pouvoir des travailleurs, à l'économie socialisée et démocratiquement planifiée, aux coopérations internationales réglées, à la lutte des classes pour une société sans classes et pour le développement solidaire de tous les peuples et de tous les individus qui constitue le cœur même du communisme !

Mais comment avancer vers la révolution sociale autrement qu'en prenant de théâtrales postures plus gauches que gauches ? Lénine nous a enseigné que les masses ne viennent jamais au socialisme par la simple propagande, par l'affirmation abstraite que le capitalisme est mauvais et que le socialisme est bon. Elles se convainquent seulement dans la lutte et à partir de leur propre expérience. Aujourd'hui, pouvons-nous fédérer la majorité des travailleurs, et a fortiori la majorité du peuple de France (dont s'excluent eux-mêmes les quelques centaines de milliers de gros capitalistes qui choisissent l'exil fiscal ou l'expatriation « économique ») sur l'objectif immédiat de la dictature du prolétariat – au sens de Marx – sans lequel le socialisme n'est qu'un vain bavardage ? Evidemment non, hélas ! Et les décennies de reniement idéologique du PCF-PGE actuel n'y sont pas pour rien...

En revanche, pouvons-nous dès maintenant regrouper la masse des ouvriers et des employés, la masse des paysans travailleurs, la masse des petits fonctionnaires, pour refuser l'euro et la dictature européenne, pour exiger que notre pays redevienne souverain, pour que cessent les ruineuses guerres impérialistes sous l'égide de l'OTAN, pour que se reconstituent les acquis sociaux et le « produire en France », pour que les Communes ne soient pas évincées au profit des « métropoles », pour que la France coopère avec tous les

continents au lieu de se livrer à une « concurrence libre et non faussée » où les peuples sont d'avance perdants ? Oui, nous le pouvons : car la lutte contre Maastricht (près de 50% de Non en 92, et cela bien avant expérience de la malfaisance de l'UE et de l'euro), le Non à la constitution supranationale de mai 2005, la probable abstention majoritaire aux élections européennes, le soutien majoritaire du peuple français aux luttes pour les retraites (le doute porte plus sur les formes d'action que sur sa nécessité), la magnifique révolte anti-CPE des étudiants et lycéens en 2006, le refus majoritaire de la guerre contre la Syrie, tout cela prouve que, si les vrais communistes, si les francs progressistes « tirent » tous ensemble, alors oui, **notre peuple peut se rassembler, ici et maintenant, sur ce que nous nommons les « quatre sorties » : sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme**, tout cela sur la base des principes qui ont fédéré notre peuple à la Libération, bien entendu en retravaillant ces principes à la lumière des besoins et des aspirations d'aujourd'hui [9].

Car la référence du PRCF au CNR et aux quatre sorties dessine une seule et même **dynamique populaire**, et non pas on ne sait quelle « étape » indéfinie, inventée pour semer le doute, et ajournant à jamais la question du socialisme. Nous ne sommes plus à l'époque (1946) où M. Thorez donnait son interview très controversée au *Times* sur la « *démocratie nouvelle* ». Aujourd'hui, si nous sortons de l'euro et de l'UE atlantique par la porte à gauche (et non par la porte à droite des Le Pen ou des eurocrates qui veulent un euro à deux vitesses), nous devons nous préparer, non en paroles mais dans la pratique, à d'immenses affrontements de classes, et pas seulement dans l'hexagone, qui peuvent à tout moment mettre en jeu le pouvoir politique de classe. Car jamais l'oligarchie capitaliste « française », qui est à la fois l'ennemi principal de notre pays et de notre classe, n'acceptera la sortie de l'euro et de l'UE, tant la construction « euro-atlantique » est leur plate-forme d'envol pour la mondialisation des profits. Jamais, dans les conditions d'aujourd'hui, ils n'accepteront la nationalisation franche des banques et des grandes entreprises, le recentrage de l'économie sur l'industrie et la production (et non plus sur la finance, le tout-tourisme, etc.), la réforme radicale de la fiscalité, l'ouverture aux coopérations avec le monde entier en court-circuitant l'actuelle vassalisation à Wall Street et à Francfort. Les masses pourront alors se persuader par leur propre expérience que l'issue n'est pas dans la « *démocratisation du capitalisme* », qu'il faut se préparer à arracher le pouvoir politique au capital, que **la révolution n'est pas l'idéal abstrait d'intellectuels romantiques mais un enjeu central pour l'avenir de nos enfants**. Bref, l'enjeu est de remettre la classe ouvrière et les communistes, en situation offensive, de les placer au cœur du rassemblement anti-oligarchique et antimonopoliste. Il est d'isoler l'oligarchie en rassemblant un vaste front populaire, patriotique et internationaliste autour des travailleurs, sans exclure bon nombre de cadres moyens, d'intellectuels, mais aussi de petits et moyens entrepreneurs de la ville et de la campagne et de **faire du socialisme futur ce que Lénine appelait « l'œuvre vivante des masses »** en l'enracinant dans les profondeurs de notre classe et de notre peuple. Bref **non seulement le « nouveau CNR » et des « quatre sorties » ne vise pas à ajourner le socialisme, mais son but est de le rapprocher, non dans les paroles et les incantations, mais dans la pratique et sur la base du plus vif de notre histoire !**

Et l'on ne rapproche en rien le socialisme quand, à l'instar du révolutionnarisme petit-bourgeois type LO, NPA, etc., on subordonne toute lutte immédiate pour la démocratie (par ex. la défense des communes, de la séparation laïque de l'Etat et des Eglises) ou pour l'indépendance nationale au préalable d'un accord général sur la révolution socialiste. Seuls les communistes, et encore : seuls les communistes non « mutants » et certains progressistes parmi les plus conséquents – se prononcent aujourd'hui pour le socialisme

avec esprit de conséquence, ce mot ne figurant même plus dans les statuts du PCF...

Dans les conditions de la France actuelle, vouloir que le socialisme (non pas le mot, mais son contenu de classe exigeant) soit *d'emblée* le ciment et la référence de toute alliance populaire, c'est se payer de mots, c'est refuser toute alliance avec les couches moyennes, c'est laisser le capital seul maître du jeu, c'est abandonner notre classe elle-même au tête-à-tête suicidaire du gauchisme impuissant et du « marinisme » à l'offensive. Or le léninisme n'a jamais consisté à refuser les alliances de classes (l'emblème de la faucille et du marteau signifie l'alliance ouvrière et paysanne), comme l'ont hélas toujours fait le gauchisme, incapable d'exploiter les contradictions du capitalisme pour l'abattre. Le léninisme ne signifie pas non plus subordonner les objectifs révolutionnaires aux alliances électoralistes, comme le fait l'état-major du PCF-PGE actuel, qui en est à défendre passionnément l'euro pour ne pas se couper du PS à l'approche des municipales ! **Le léninisme consiste entre autres à forger de larges alliances dirigées par la classe ouvrière dans le but d'isoler l'ennemi principal et de placer la classe ouvrière dans une situation générale d'offensive, et d'abord aujourd'hui, de résistance et de contre-offensive.**

Quant à ceux qui, en France, prétendent refuser toute alliance, et en particulier, à ceux qui polémiquent sans fin – sans rien proposer de concret – contre le front populaire et patriotique, ils ne s'aperçoivent pas que, ce faisant, ils participent déjà en position inconsciente et subordonnée à une alliance sous direction petite-bourgeoise : celle de la petite bourgeoisie altermondialiste, euro-trotskiste et eurocommuniste, dont le centre de gravité est l'opposition dangereuse du patriotisme populaire et de l'internationalisme prolétarien. Pendant que ces jolis cœurs refusent d'affronter le libre-échangisme qui désosse les usines en donnant quartier libre au capital, le FN s'implante dans les usines en feignant de refuser l'UE (M. Le Pen est déjà... députée européenne). Au demeurant il est comique de constater que certains de nos censeurs ultra-révolutionnaires en étaient encore il y a deux ans à déclarer que « *euro ou pas, ça ne change rien à l'exploitation capitaliste* » et autres propos faussement « durs », qui signifient seulement que l'on refuse de se couper de l'« extrême gauche » bobo et que l'on se satisfait d'agiter le drapeau rouge sans mettre en cause sur le fond la division du travail bourgeoise entre le parti maastrichtien et l'UM'Pen en gestation !

Pour en revenir à la question du prétendu « étapisme » du PRCF, nos censeurs – qui évitent de définir ce mot, sans quoi l'inanité de leur critique sauterait aux yeux – oublient une « minuscule » donnée politique. **La proposition stratégique d'un front populaire, antifasciste et patriotique dirigé par la classe ouvrière sur la base des principes du CNR et des « quatre sorties », est en continuité totale avec l'idée de révolution.** Car seule à notre époque la classe ouvrière peut lutter avec esprit de conséquence pour l'indépendance nationale et objectivement, même si toutes les composantes sociales et culturelles (au sens de Gramsci) de la future alliance antimonopoliste ne peuvent évidemment avoir le même degré d'engagement sur cet objectif, **le contenu de cette dynamique unique, ne peut être qu'objectivement socialiste, voire communiste.** Il y aura bien entendu un seuil révolutionnaire dans cette dynamique car le pouvoir de classe ne se divise pas, mais sous peine d'être rapidement écrasée, **la dynamique populaire sera une et indivisible sous l'égide du monde du travail.**

La vraie question n'est donc pas « étapisme » ou « socialisme tout de suite sinon rien » (c'est-à-dire en fait rien, sinon la bonne conscience pseudo-marxiste de quelques-uns),

mais comment tous les communistes peuvent-ils s'y mettre « *tous ensemble et en même temps* », qu'ils soient ou non membres du PCF, pour investir sur leurs bases « rouges » et tricolores à la fois le futur « nouveau CNR » d'une manière telle qu'aucun dérapage vers la droite ne soit possible, que l'alliance s'équilibre le plus à gauche possible, sans écarter aucun patriote républicain mais sans faire non plus de concession à l'impérialisme français ou au nationalisme xénophobe. Ce n'est pas là un problème de « pureté doctrinale », car « *le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action* » (Lénine), c'est un problème d'unité d'action des communistes indépendamment de la direction euro-formatée du PCF, de reconstitution de l'indépendance des mouvements communistes hostiles à la « mutation » du PCF, d'investissement commun du nouveau CNR qui doit devenir le bien commun des communistes fidèles à Marcel Paul et à Ambroise Croizat, des progressistes fidèles aux « Jours heureux »... et plus largement, de tous ceux qui sur la base de leurs luttes sociales et civiques, se seront investis dans l'actualisation du programme du CNR.

IC : *justement, n'y a-t-il pas opposition entre l'idée de reconstruire dans l'action la force communiste (comme c'est un peu la démarche des Assises du communisme) et celle de faire de 2014 l'année du « nouveau CNR », comme 2013 a été pour le PRCF celle de la commémoration de la victoire de Stalingrad ?*

G.G. - Bien sûr que non. J'observe d'abord que depuis des années, le PRCF défend solidairement l'idée des **quatre unités**.

Unité d'action des communistes indépendamment de l'état-major du PCF mutant, pour marcher sur la base d'une adresse prioritaire aux ouvriers des entreprises vers la reconstitution du vrai PCF, non pas avec, mais contre les dirigeants « euroconstructifs ». **Unité des syndicalistes de classe** pour le « tous ensemble » des salariés, mais aussi pourquoi pas, des étudiants et des paysans travailleurs. Sans ces deux piliers « rouges » de la dynamique unitaire, l'idée d'un nouveau CNR serait boiteuse, voire dangereuse, récupérable par le nationalisme réactionnaire qui n'en est pas à une usurpation près. Mais il faut promouvoir aussi le large **rassemblement des patriotes de progrès** (ce qui ne devrait poser aucun problème à un communiste sérieux !) et enfin, le **large rassemblement des internationalistes contre l'impérialisme, et d'abord contre l'impérialisme « français » ennemi de la nation**.

Le PRCF s'efforce, avec des moyens modestes mais un énorme dévouement de ses militants, de tenir tous les bouts de cette chaîne unique. Il est heureux de participer aux *Assises du communisme* qui se sont prononcées, dans leurs formes propres, dans leur diversité interne et en toute indépendance, pour la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN. Les militants syndicaux du PRCF soutiennent pleinement, en respectant totalement sa spécificité, le Front syndical de classe (FSC) et ils militent ardemment sur des bases de classe à la CGT, à la FSU... Sans renoncer à rien de son action et à ses conceptions communistes propres, le PRCF lutte aux côtés des progressistes du M'PEP pour la rupture unilatérale avec l'UE, avec les républicains de *Penser la France*, avec certains gaullistes de gauche très clairs sur l'antiracisme et l'anticolonialisme.

A l'échelle internationale, le PRCF milite (cf. notre conférence internationale des 4 et 5 mai 2013) pour la reconstitution d'un mouvement communiste débarrassé de la tutelle du PGE. Toutes ces actions se complètent sans la moindre difficulté. Et la clé pour que tout cela avance de conserve, nous le disons sans esprit de boutique, c'est le renforcement militant du PRCF lui-même. Non pas au détriment des autres groupes communistes existants, avec lesquels nous souhaitons les relations les plus fraternellement décontractées, mais en allant

vers les salariés des entreprises et vers la jeunesse des quartiers, des lycées et des universités.

IC – Mais ne faut-il pas prioriser l’alliance des communistes ?

G.G. - C’est bien entendu notre **absolue priorité**. Mais cette union, qui peut évoluer le moment venu vers le dépassement, voire la fusion des organisations existantes, PRCF inclus, et vers la reconstitution plénière du vrai PCF (en dépassant l’hostilité artificielle que cultivent certains sectaires entre les communistes « du dedans » et ceux « du dehors »), passe elle aussi par la mise en œuvre d’une grande stratégie communiste portant une alternative visible à l’UMPS et à l’UM’Pen. Dès lors que l’on s’accorde sur l’idée que cette stratégie ne consiste pas à attendre l’explosion révolutionnaire en sautant sur sa chaise et en criant « *socialisme, socialisme !* », il n’y a pas trente-six chemins possibles. Si les communistes portent ensemble une grande ligne de masse, sans craindre de discuter avec d’autres, ils seront mille fois plus audibles dans la classe ouvrière et chez les communistes eux-mêmes, que MM. Laurent et Cie qui dominent surtout par défaut de perspective. Car alors, la reconstitution de la force communiste cesserait d’être perçue comme une affaire communo-communiste ! Et cela les aidera à se détacher politiquement et idéologiquement – la question de la carte est en l’occurrence seconde sans être secondaire – de l’hégémonie du PS, dont l’état-major du PCF-PGE joue désormais le rôle de flanc-garde des exigences électorales du PS face aux velléités hollando-critiques de Mélenchon : c’est un comble !

Bref, **la renaissance du parti communiste en France n’est pas seulement une affaire d’entente entre communistes et groupes communistes : la longue marche vers l’union des communistes passe par l’adresse commune aux ouvriers, mais aussi par la mise en œuvre ici et maintenant, sans attendre d’ « avoir le parti » clé en mains, d’une vraie ligne communiste**, une ligne fortement distincte du trotskisme et de l’anarcho-syndicalisme, une ligne débarrassée de la tentation isolationniste, ancrée dans le meilleur de l’histoire communiste française (Babeuf, la Commune, le congrès de Tours, 36, la Résistance, l’anticolonialisme...) et aussi dans le grand héritage de l’histoire communiste mondiale (17, Stalingrad, les révolutions chinoise, cubaine, vietnamienne, etc., qui toutes ont fortement articulé l’aspect national et l’aspect prolétarien de la lutte).

IC – Et le Front de gauche dans tout cela ?

G.G. - Certains camarades marxistes-léninistes (par exemple nos amis du RCC) croient qu’il est possible d’investir le Front de gauche tel quel. Il faut reconnaître que la campagne de Mélenchon aux présidentielles présentait l’avantage de secouer Hollande et d’unir à nouveau le drapeau rouge au drapeau tricolore. Mais tout cela s’effectue sur des bases très confuses et européistes qui empêchent radicalement Mélenchon de jouer le rôle d’un « Chavez français » auquel il aspire. D’abord, le PG a adhéré au PGE, cette courroie de transmission de Bruxelles : c’est suicidaire pour la « gauche de la gauche ». Cela rabat le peuple vers les mensonges de l’ « *euro au service des peuples* » et de la « *république européenne* ». Cela est d’autant plus dangereux qu’à l’arrière-plan, la direction du PCF s’identifie désormais à celle du PGE (dont P. Laurent est le président continental ; d’ailleurs le sigle du PGE a remplacé les « outils » sur la carte du PCF). Le M’PEP, qui a demandé plusieurs fois son adhésion au Front de gauche tout en exigeant de conserver son indépendance sur la question de l’appartenance à l’UE, a essuyé plusieurs refus cinglants. Or **la rupture progressiste unilatérale avec l’UE est la question-clé sur laquelle on ne peut transiger**. Pour nous **le contenu de l’alliance prime sur le périmètre de ladite**

alliance, et non l'inverse et le mot « antilibéralisme » est vide de sens si l'on ne dit pas clairement qu'on veut sortir du carcan européen qui institutionnalise l'eurolibéralisme.

Cela dit, nous ne jetons la pierre à personne et, pourvu qu'elles soient ouvertes à la discussion fraternelle et à l'autocritique, les expérimentations des uns et des autres valent mieux que l'isolationnisme hautain, qui n'est qu'une alliance inconsciente, « de facto » et pleine de morgue avec le *statu quo* politique.

Pour notre part, de Lens à Grenoble, nous agissons sans aliéner notre indépendance et partout où c'est possible avec des militants du Front de gauche, voire avec des sections du PCF, du moins avec celles qui acceptent de dialoguer. Nous venons d'ailleurs d'écrire à J.-L. Mélenchon pour lui proposer de nouveau une entrevue politique (jusqu'ici il fait le mort...) pour échanger sur nos divergences, ouvrir le débat sur l'euro, faire entendre clairement que **si la rupture progressiste avec l'UE n'est pas portée par une gauche populaire et patriotique, la route de l'Élysée est grande ouverte à Le Pen !** Nous participons même à des listes municipales communes avec le PCF ou avec le PG **pourvu que toute alliance politique avec le PS soit exclue** et que les « métropoles » soient clairement combattues. Et nous ne jetons pas la pierre aux mairies à direction PCF qui s'ouvrent à d'autres forces de gauche pourvu que le contenu de la ligne politique soit clair sur l'opposition à l'austérité, aux guerres impérialistes et à l'euro-« métropolisation » de la France. En particulier, la question posée aux camarades « ML » qui agissent dans le cadre du Front de gauche sera celle du **boycott des européennes** : elle sera un test de leur indépendance et nous ne doutons pas qu'ils refuseront de suivre des « euroconstructeurs » notoires au moment où l'UE commande la mort de nos retraites par répartition. Cependant, même pour faire évoluer « en bas » ledit Front de gauche (qui est dominé aujourd'hui par la politique petite-bourgeoise), il est évident qu'il faut développer le front syndicaliste de classe, et qu'il faut par ailleurs promouvoir sans frilosité le front populaire et patriotique.

Ces considérations ne signifient aucune exigence mal venue envers la précieuse alliance des « Assises du communisme » ; entre ceux qui sont pour le boycott de cette élection (dont fait partie le PRCF) et ceux qui préféreront, par discipline, faire la campagne électorale du PCF, le dialogue doit continuer sans excommunication majeure, c'est l'expérience et son analyse marxiste poursuivie en commun et d'une manière fraternelle qui tranchera.

Cependant en tant qu'organisation communiste, nous jugeons de notre devoir, à la fois de classe et patriotique, d'appeler au boycott actif de cette « élection » européenne, dont l'objet n'est même pas d'infléchir la politique européenne (qui ne se détermine nullement au parlement-potiche de Strasbourg !), mais seulement de donner à la dictature européenne une façade démocratique. S'agissant d'une élection supranationale et aucune liste française annoncée ne défendant une ligne de rupture progressiste avec l'UE, l'acte citoyen ne sera pas selon nous d'aller voter (une élection n'a un caractère citoyen que si elle permet un tant soit peu au peuple de « peser »), mais de **dé légitimer la prison des peuples européenne en passe de se muer en « union transatlantique » pilotée par l'axe Obama-Merkel**. Ce que craignent les eurocrates, ce n'est pas qu'à l'issue du scrutin, le parlement européen vire du bleu vif au rose pâle, voire au rose vif, c'est qu'il y ait 60 ou 70 % d'abstention dans toute l'UE au soir de leur mascarade supranationale, c'est que les ouvriers s'abstiennent à 80 %, c'est que ce décrochage populaire massif élargisse les brèches pour la future intervention, voire pour les futures insurrections des masses populaires...

Mais encore une fois, **tous les fronts de lutte n'avancent pas au même rythme et**

le PRCF ne conditionnera jamais sa main tendue aux autres organisations communistes au préalable d'un appel commun au boycott. Le Pôle demandera simplement la réciproque à ses partenaires partisans de voter pour les listes FDG : pas d'excommunication majeure contre les « boycotteurs ». L'essentiel est et sera de progresser sur tous les fronts à la fois selon les rythmes propres de chacun des fronts de lutte, de travailler patiemment à leur convergence, car le jour où le « front de la renaissance communiste », celui du « syndicalisme de classe », celui du « front populaire et patriotique » et celui de l' « internationalisme prolétarien » avanceront du même pas, l'heure de la contre-offensive générale contre ce système pourri aura sonné. Elle sera précédée ou accompagnée par la renaissance organisée du vrai PCF et celui-ci ne résultera d'aucune auto-proclamation, pas plus pour le PRCF que pour quiconque. Car seuls pourront en décider le moment venu la majorité des communistes français, les forces militantes essentielles de la classe ouvrière de France et le Mouvement communiste international à nouveau uni sur des bases marxistes-léninistes.

[1] Editorial du journal patronal Challenges, novembre 2007.

[2] Qui envoya la patriote roturière Jeanne Darc au bûcher pour le compte des occupants anglais), Louis XVI (complotant contre la Révolution avec les envahisseurs autrichiens. Avant de se moquer stupidement de Jeanne Darc (la particule est une invention ultérieure, Darc en patois lorrain signifie tout bonnement « Dupont » !), donc de l'abandonner à Le Pen d'une manière irresponsable, qu'on prenne la peine de lire ce qu'a dit d'elle Dimitrov devant le congrès de l'IC, ou la pièce de théâtre signée de Brecht et d'Anna Seghers *Le procès de Jeanne d'Arc*.

[3] ... suppliant Bismarck de libérer les soldats français capturés à Sedan par les Prussiens, et assurant le chancelier allemand que lui, Thiers, n'utiliserait ces troupes françaises libérées « que contre Paris », c'est-à-dire contre les Communards patriotes et internationalistes qui refusaient d'ouvrir Paris aux Prussiens.

[4] Lequel, très officiellement, disait « souhaiter la victoire de l'Allemagne » ; et pendant que Louis Renault et le comité des Forges déclaraient « préférer Hitler au Front populaire », « seule dans sa masse la classe ouvrière resta fidèle à la France profanée », selon le mot bien connu de l'écrivain gaulliste François Mauriac...

[5] Et pour cela, l'oligarchie « française » détruit l'industrie, tâche entreprise depuis le début des années 70, où décision fut prise de casser la machine-outil à Billancourt et d'abandonner la grande industrie à l'Allemagne occidentale : la dissymétrie actuelle : à la France le tourisme et le transport, à l'Allemagne la grande production, était dénoncée par L'Humanité au début des années 70 : casse de Renault-Billancourt, de la sidérurgie, des mines, des bastions industriels du secteur public, EDF, etc. Il s'agit aussi d'une vengeance de classe contre la grève de masse de 1968, la plus imposante et la plus longue de toute l'histoire ouvrière mondiale.

[6] La députée FN Marion Le Pen propose même de supprimer les très rares cours délivrés aux enfants d'immigrés dans leur langue maternelle et d'affecter les crédits ainsi recouverts... à l'enseignement de l'anglais en maternelle ! « La souris ne connaît pas d'animal plus gros que le chat », aimait à dire Lénine !

[7] Le drapeau rouge des ouvriers parisiens de la place de Grève a affronté le drapeau blanc

monarchiste à côté du drapeau tricolore durant la Révolution française. Le drapeau rouge des Communards était cravaté de tricolore. Pottier a rédigé *l'Internationale* sur l'air de la *Marseillaise*, que chantaient en russe les bolcheviks montant à l'assaut du Palais d'Hiver. Et c'est la SFIO et les trotskistes qui, le 14 juillet 1935 (meeting de lancement du Front populaire au stade Buffalo de Paris), sifflaient la *Marseillaise* et l'opposaient à *l'Internationale*, associées au contraire par Jacques Duclos et par les ouvriers communistes... Que notre hymne et notre drapeau nationaux aient été maintes fois violés et souillés par la grande bourgeoisie (mais le drapeau rouge a aussi été sali par Hitler qui l'avait frappé d'une svastika : faut-il aussi l'abandonner ?), c'est une raison de plus pour les disputer aux oligarques : ils sont à nous, ensemble, comme le bonnet phrygien et les « outils » ouvrier et paysan. Car que penserait-on d'un père qui renierait sa fille sous prétexte qu'elle a été violée par des saligauds ? Son devoir n'est pas de renier lâchement sa fille, mais de l'embrasser et de la relever... et de tourner sa colère contre les violeurs (voir le film d'I. Bergman, *La source*, ou la chanson d'Isabelle Aubret) !

[8] Curieux d'ailleurs que les mêmes qui ne jugent pas le PRCF assez anticapitaliste, refusent de reconnaître la fascisation rampante de l'Europe et de la France en confondant (ce que le PRCF ne fait pas) fascisme et fascisation et en confondant les formes que prit le fascisme des années 30 avec les formes, évidemment différentes et – *de moins en moins* feutrées, qu'il prend à l'heure actuelle !

[9] Le PRCF a réalisé un gros travail démocratique à ce sujet en adoptant un programme de transition révolutionnaire soumis à l'appréciation et aux enrichissements de tous.